

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE

Marseille, le 15 JUIN 2000

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DU CADRE DE VIE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

AFFAIRE SUIVIE PAR : Mme CONSOLE

☎ : 04.91.15.69.32

n° 2000-200/54-2000-A

**ARRETE COMPLEMENTAIRE**  
**concernant la Société des PAPETERIES ETIENNE en ARLES**  
**relatif à la mise en conformité des stockages**  
**susceptibles de créer des pollutions accidentelles**  
**et à l'enlèvement des terres polluées et autres déchets**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,**  
**PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,**  
**CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

VU l'arrêté ministériel du 6 janvier 1994 relatif à l'industrie papetière,

VU l'arrêté préfectoral n° 1973-082-A du 23 septembre 1975 autorisant la Société des PAPETERIES ETIENNE à exploiter une fabrique de papier en ARLES - 29 avenue de Camargue - Quartier Trinquetteille,

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 1982-061-A, 85-148/1985-049-A et 98-376/1998-052-A des 6 décembre 1982, 30 octobre 1985 et 15 octobre 1998 portant mise à jour et aménagement des prescriptions applicables dans l'exploitation de l'établissement,

VU l'arrêté préfectoral n° 99-221/1998-159-A du 13 juillet 1999 autorisant la société en cause à augmenter la production et modifier le mode production de sa fabrique de papier,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 20 mars 2000,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 4 mai 2000,

CONSIDERANT qu'ont été constatés des manquements aux règles de protection des sols et des eaux souterraines ainsi que des pollutions des sols autour et à l'intérieur des ateliers dudit établissement,

CONSIDERANT qu'il convient dès lors d'imposer à la Société des PAPETERIES ETIENNE des prescriptions complémentaires destinées à la mise en conformité des stockages susceptibles de créer des pollutions accidentelles et à l'enlèvement des terres polluées et autres déchets en ARLES,

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

La Société des PAPETERIES ETIENNE S.A. sise en ARLES - 29 avenue de Camargue - Quartier Trinquetaille, procédera aux travaux de mise en conformité des stockages de liquides susceptibles de créer des pollutions accidentelles et à l'enlèvement des terres polluées et autre déchets selon l'échéancier fixé ci-après :

#### **◇ A - Sous 3 mois à compter de la date du présent arrêté**

Les fûts et containers contenant des liquides susceptibles de polluer les sols et les eaux souterraines, dispersés à même le sol entre la « déchetterie » et l'atelier d'entretien seront regroupés sur une aire étanche munie d'un point bas permettant la récupération des eaux pluviales polluées et les éventuels épanchements de produits.

Les cuvettes de rétention à l'intérieure de l'atelier seront vidées et mises en conformité aux dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté ministériel du 6 janvier 1994 relatif à l'industrie papetière.

#### **◇ B - Sous 6 mois à compter de la date du présent arrêté**

Les terres polluées autour de la station de distribution de carburants et devant les ateliers d'entretien seront décapées et dirigées pour traitement vers des installations dûment autorisées à les recevoir au tri des installations classées. Une copie des bordereaux de suivi sera transmise à l'inspection des installations classées.

Les sols et caniveau à l'intérieur des ateliers seront nettoyés, les déchets ainsi collectés seront éliminés dans les conditions prévues à l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral autorisant le fonctionnement de l'installation.

Le grand caniveau face à l'entrée de l'atelier sera curé et les déchets en résultant éliminés comme ci-dessus.

### **ARTICLE 2**

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- a) du livre II, titre III du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

### **ARTICLE 3**

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées, de l'Inspection du Travail et du service chargé de la Police des Eaux.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1° de la loi du 19 juillet 1976 modifiée rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

### **ARTICLE 4**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

## ARTICLE 5

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## ARTICLE 6

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
  - Le Sous-Préfet d'ARLES,
  - Le Maire d'ARLES,
  - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, X
  - Le Directeur Régional de l'Environnement,
  - Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
  - Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
  - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
  - Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
  - Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
  - Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

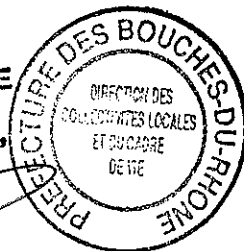
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié et un extrait affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

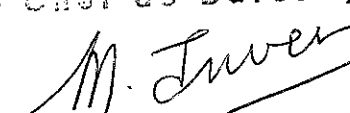
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général



Pierre SOUBELET

POUR COPIE CONFORME  
par délégation  
Le Chef de Bureau,



  
Martine INVERNON